

Convention collective

**IDCC : 1923. – MANUTENTION PORTUAIRE
DE GUADELOUPE
(31 juillet 1995)**

(Bulletin officiel n° 1999-1 bis)
(Etendue par arrêté du 16 avril 1999,
Journal officiel du 28 avril 1999)

AVENANT DU 31 MARS 2015

RELATIF À LA MISE EN PLACE D'UNE « COMMISSION DES SAGES »

NOR : ASET1550886M
IDCC : 1923

Entre :

L'UEM,

D'une part, et

L'UGTG ;

L'UNSA ;

La CNTPA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Commission des sages

Les parties ont convenu de mettre en place une « commission des sages ».

C'est à l'occasion de discussions entre les partenaires sociaux sur la manière :

- de traiter des comportements de certains dockers ;
- d'intégrer une population nouvelle au travers du renouvellement des effectifs,

que les parties ont décidé de structurer la démarche informelle de concertation qui s'était mise en place.

C'est ainsi qu'après échanges, il a été décidé de mettre en place une « commission des sages » avec pour objectifs :

- de traiter des problèmes comportementaux, collectifs et individuels ;
- d'ouvrir un lieu de réflexion paritaire sur des sujets sociétaux pouvant avoir des conséquences sur le fonctionnement de l'entreprise.

Cette commission paritaire sera composée :

- d'un représentant par organisation syndicale représentative ;
- d'un membre du comité d'entreprise ;

- du président de l’UEM (ou en cas d’impossibilité d’un représentant d’une entreprise de manutention), du DRH d’une des entreprises de manutention, de deux représentants des entreprises de manutention et de la direction d’AREMA.

Elle sera présidée par le président de l’UEM, ou par toute personne désignée par lui, qui pourra la convoquer à son initiative ou à la demande conjointe d’au moins deux de ses membres.

Cette commission devra émettre un avis sur l’objet de sa consultation. Cet avis sera consultatif.

En cas de consultation pour un problème d’ordre disciplinaire, la commission sera réunie à l’initiative du président pour émettre un avis avant que la décision de sanction ne soit notifiée. Cette sollicitation ne se substitue pas à l’obligation de réaliser un entretien préalable dans le cadre de la procédure légale.

Article 2

Formalités

Dès signature du présent avenant par l’une des organisations syndicales, il sera notifié à l’ensemble des organisations syndicales représentatives conformément à l’article L. 2231-5 du code du travail.

Ces dernières disposent, selon l’article L. 2232-12 du code du travail, d’un délai de 8 jours pour exercer leur droit d’opposition. Cette opposition notifiée aux signataires devra être exprimée par écrit, motivée et préciser les points de désaccord.

Après la fin du présent délai, l’accord sera adressé :

- en deux exemplaires à la DIECCTE, dont une version sur support papier signée des parties par lettre recommandée avec demande d’avis de réception et une version sur support électronique ;
- en un exemplaire destiné au secrétariat-greffe du conseil des prud’hommes.

Ces deux dépôts seront effectués par l’UEM.

Durée et entrée en vigueur

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée, il entrera en application le lendemain de son dépôt.

Dénonciation. – Révision

Le présent accord pourra être dénoncé dans les conditions prévues à l’article L. 2261-9 du code du travail.

Cette dénonciation pourra être effectuée à toute époque avec un préavis de 3 mois notifié par lettre recommandée avec avis de réception et adressée à chacune des organisations signataires ou adhérentes.

Afin que les pourparlers puissent commencer sans retard dès la dénonciation, un nouveau projet devra être proposé par la partie qui a dénoncé dans un délai de 3 mois.

Si l’accord est dénoncé, il continuera à produire effet jusqu’à l’entrée en vigueur de l’accord destiné à le remplacer ou pendant une durée de 1 an maximum à compter de l’expiration du préavis à défaut de la conclusion d’un nouvel accord de place.

Chaque accord paritaire s’ajoutant au présent accord pourra être dénoncé selon les modalités prévues par le présent article.

Toute demande de révision présentée par l’une des organisations signataires est adressée par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des organisations signataires ou adhérentes. Elles doivent comporter un projet détaillé portant sur le ou les points dont la révision est demandée.

Au cas où l’une des organisations signataires formulerait une demande de révision partielle du présent accord, les autres organisations signataires pourront se prévaloir du même droit. Un accord devra intervenir dans un délai de 3 mois à propos des dispositions dont la révision a été demandée.

Passé ce délai, si aucun accord n'est intervenu, la demande de révision sera réputée caduque et, de ce fait, le texte antérieur continuera de s'appliquer.

Fait à Jarry, le 31 mars 2015.

(Suivent les signatures.)